

Monsieur le président,

La création du sous-comité sur le développement international me semble présenter un double avantage. En premier lieu, le Canada, à l'instar des autres pays riches du monde, est arrivé à un tournant crucial dans ses relations avec les pays en voie de développement. Après avoir consenti pendant 25 ans de l'"aide étrangère", nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation inédite qui appelle des solutions neuves à des problèmes neufs. Les diverses possibilités qui s'offrent à nous entraînent toutes des conséquences d'une grande portée non seulement pour notre politique étrangère, mais également pour toute notre vie nationale.

En second lieu, le sous-comité m'apparaît une heureuse initiative en raison du vaste mandat qui lui a été confié aux termes du renvoi adopté en Chambre des communes le 17 juin dernier. Le comité a ainsi été habilité à faire rapport sur "l'éventail complet" des politiques de développement international et chargé, de surcroît, de s'acquitter de sa tâche "en portant une attention spéciale aux relations économiques entre les pays développés et les pays en voie de développement". Le Parlement a démontré par là qu'il réalisait combien la coopération internationale au développement débordait les simples transferts d'aide et embrassait la totalité de nos relations avec les nations en voie de développement. J'aimerais revenir sur cette question plus tard, mais lors de cette première réunion du sous-comité, je tiens à vous assurer de l'entière collaboration du ministère des Affaires extérieures et de l'ACDI.

Je veux surtout parler aujourd'hui du programme canadien d'aide au développement, de certaines grandes questions concernant nos relations économiques avec les pays en voie de développement et du rôle du sous-comité. Le mandat très large confié à ce dernier m'apparaît tout à fait approprié; il correspond en effet à la croissance constante et à l'influence de plus en plus grande du programme canadien de coopération au développement international depuis ses modestes débuts il y a vingt-cinq ans. Vous vous rappellerez que notre programme d'aide a commencé un peu à la façon d'une entreprise familiale. Après que l'Inde, le Pakistan et Ceylan eurent secoué leur joug colonial à la fin des années 1940, le monde s'est rendu compte que leur autonomie politique serait difficile à préserver sans un développement économique et social rapide et marqué. Désireux de concourir à ce développement, le Canada s'est joint à la Grande-Bretagne, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande et aux trois nations nouvellement indépendantes de l'Asie pour instituer le Plan de Colombo. Pendant huit ans, le programme